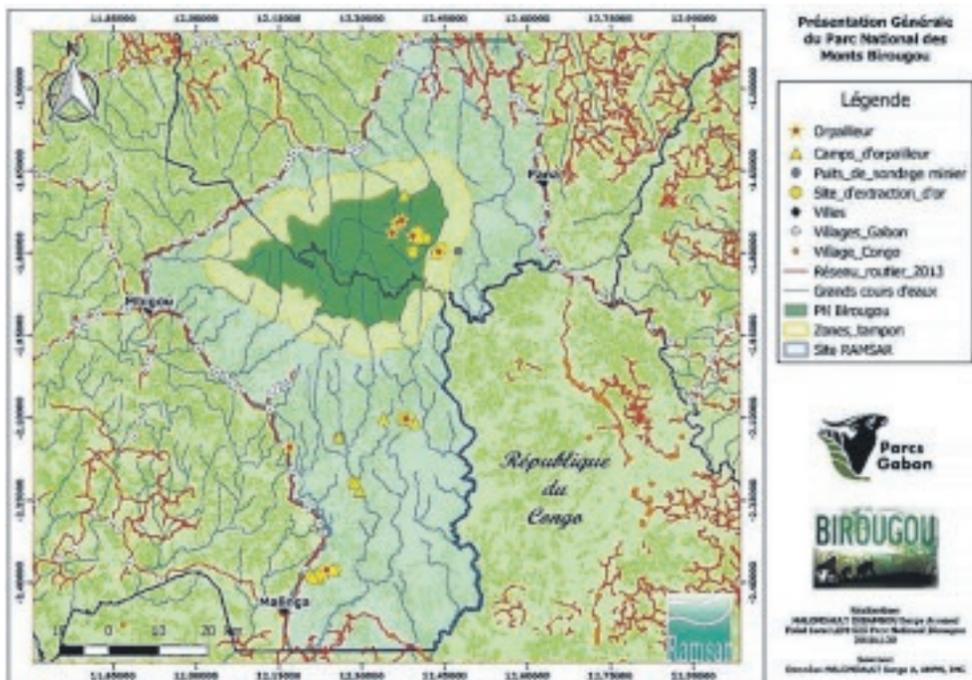


Reportage

Louetsi-Bibaka : zone de non-droit ?



La biodiversité à l'intérieur du parc national des Monts Birougou est menacée.



Sur un des sites d'exploitation anarchique de l'or, le conservateur et les gendarmes échangeant avec les trafiquants.

Félicien NDONGO  
Malinga/Gabon

**Exploitation aurifère illégale, braconnage, destruction de la forêt. Dans cette région du sud du Gabon, nombre de ressortissants étrangers s'adonnent à des activités susceptibles de menacer l'intégrité du pays. Le constat vient d'être fait à la faveur d'une mission conduite par le conservateur du parc national des Monts Birougou, Guy Modeste Mengue Eko.**

**SITUE** à 300 kilomètres de Mouila, Malinga, chef-lieu du département de la Louetsi-Bibaka, ainsi que les villages Moukouagna et Nzinzi sont devenus, apparemment, des zones de non-droit. Tout, quasiment, y est permis sans aucun respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur en République gabonaise. Dans cette région frontalière du Congo, en plein territoire gabonais, des activités illégales se sont développées à une vitesse exponentielle, menées essentiellement par des ressortissants étrangers, notamment autour du Parc national des Monts Birou-

gou. Cette situation, outre qu'elle menace la quiétude des riverains, suscite des inquiétudes pour l'équilibre de la diversité biologique à l'intérieur de l'aire protégée précitée. Le constat a été fait à l'occasion d'une mission conduite du 24 juin au 3 juillet 2019 par le conservateur du Parc, Guy Modeste Mengue Eko. **LE MARCHÉ DE TOUS LES TRAFICS\*** Cette mission comptait également les représentants du Tribunal de première instance de Mouila, de la Compagnie de gendarmerie de Mbigou, de la Brigade de gendarmerie de Malinga, de la Direction provinciale des Eaux et Forêts et de la Direction technique de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN). Elle entrait dans le cadre des compétences dévolues au parc des Monts Birougou et sa zone Ramsar (Gestion des zones humides de grandes importances) situés dans la zone communautaire (Moukouagna, Nzinzi et Malinga). La présence de ces communautés a favorisé la création de petites zones de vie, où est désormais orienté l'essentiel de la production agricole locale. Conséquence: le marché

communal de Malinga n'étant plus ravitaillé, les rares fonctionnaires exerçant dans la contrée peinent à s'approvisionner en denrées alimentaires. "La production locale sert dorénavant au marché du Camp Ingola. Ce marché est ouvert aux trafics de tout genre. Vous trouverez du chanvre indien connu sous le nom de tabac Congo, des boissons alcoolisées, le tramadol, les produits alimentaires dont les prix sont doublés, etc.", témoigne un villageois. Et un autre de renchérir: "Nous regrettons amèrement ce qui se passe dans notre département, notamment dans les forêts des villages Moukouagna, Nzinzi et Malinga, avec la destruction de notre sol et notre écosystème. C'est inquiétant pour notre intégrité territoriale. Vivement que les autorités compétentes fassent quelque chose avant qu'il ne soit trop tard !" **EXPLOITATION ANARCHIQUE.** De plus, les populations de la région redoutent la poursuite de l'exploitation anarchique des ressources dans le Château sud du Gabon où de nombreux cours d'eau prennent naissance. Les fleuves Nyanga, Ngounié, Lolo, Bibaka, Bouengué, Louetsi et Louembitsi sont

investis par les orpailleurs artisanaux venus du Congo, du Cameroun, de Centrafrique, entre autres. La mission conduite par le conservateur du Parc national des monts Birougou a également permis de constater, dans l'exploitation illégale de l'or, la présence de militaires congolais en congés. Il y aurait aussi des Chinois dont la présence aurait été facilitée par un fils du cru. Ce dernier leur aurait facilité l'attribution d'un permis d'exploitation d'or, qui se pratiquerait de manière élaborée et semi-industrielle. Dans tous les cas, un rapport global a été transmis au gouverneur de la province de la Ngounié, Benjamin Bangebi Mayoubi. Pour l'heure, l'activité est à l'arrêt à la suite de la décision du ministère de tutelle de stopper l'exploitation aurifère. Ce rapport décrit la situation sécuritaire et la menace qui pèse sur l'environnement dans cette partie du Gabon. Les nationaux vivant dans la région espèrent des décisions fortes de la part des autorités, à l'instar de celles prises il y a quelques années concernant la zone de Minkébé. **RENFORCER LA GENDARMERIE.** Certains suggèrent par exemple que l'on renforce les pouvoirs des auxiliaires de commandement, ainsi que les effectifs de la Brigade de gendarmerie de Malinga. Laquelle ne compte que quatre éléments. Ce qui est insignifiant. L'idée est de contenir les opérateurs illégaux que l'on estime à environ 2 000 individus. "Nous sommes des techniciens, il revient aux décideurs, selon la réglementation en vigueur, de prendre les mesures qui s'imposent", lance le conservateur du parc. Ce dernier suggère aussi la multiplication des réunions d'information auprès des communautés

villageoises, sur la présentation des objectifs de classement du parc national des Monts Birougou, mais également sur les enjeux liés à la préservation, à la protection et à la gestion de cette aire protégée. En 2018, Guy Modeste Mengue Eko avait déjà dénoncé des actes inacceptables causés autour de la zone de Moukouagna, Nzinzi et Malinga. Malheureusement, force est de constater que l'intrusion et l'établissement illégaux des communautés étrangères à l'intérieur du territoire national sont aussi encouragés par des compatriotes. **DES LIENS PRÉJUDICIALES.** Ces derniers ont souvent mis en avant des liens de filiation ou d'amitié, par exemple avec les ressortissants congolais qui viennent en masse s'installer dans les

villages gabonais, quand bien même ils y mènent illégalement des activités encadrées par les textes, à l'instar de l'orpaillage et du braconnage. Et que dire de la destruction de l'écosystème? Autre conséquence de cette poussée migratoire: l'érection des villages congolais avec le drapeau de leur pays flottant sur le sol gabonais. Mieux, la nature étant favorable, le vice se serait invité avec un réseau de professionnelles du sexe développé au lieu-dit "Camp du bonheur". Les Asiatiques ne sont pas exempts de tout reproche, non plus. Au-delà de l'exploitation aurifère, ils participent également, à leur niveau, à la destruction de la forêt. Au demeurant, si rien n'est fait, la situation pourrait devenir bien plus difficile à gérer que celle de Minkébé.



Un des engins utilisés par les exploitants asiatiques.

Anniversaire



**«Ivan Primaël»,**  
Un jour spécial pour ta mère EYANG Rosalie  
Un jour spécial pour toi  
Un jour spécial pour tes enfants et moi.  
Mon homme à moi, nous te souhaitons un joyeux anniversaire et t'embrassons tendrement.  
Ta fiancée Danie Murielle.